

Thomas **LAGOARDE-SÉGOT**

Monnaie et finance écologiques

Lauréat
du Responsable
Business Education
Award du *Financial
Times*



LA RÉFÉRENCE

- Exemples concrets
- Questions à débattre
- Cas pratiques

+ EN LIGNE

- Étudiants
- QCM interactifs
- Vrais/Faux interactifs



Monnaie et finance écologiques

Thomas **LAGOARDE-SÉGOT**

Monnaie et finance écologiques

OFFERT : Ressources numériques :

Étudiants :

Testez vos connaissances en scannant le QR Code ci-dessous et accédez à des QCM interactifs corrigés et à des Vrais/Faux interactifs corrigés.



www.lienmini.fr/60693

Pour toute information sur notre fonds et les nouveautés dans votre domaine de spécialisation, consultez notre site web : **www.deboecksuperieur.com**

Illustration de couverture :
© witsarut -stock.adobe.com

© De Boeck Supérieur s.a., 2024
Rue du Bosquet, 7 – B-1348 Louvain-la-Neuve

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme ou de quelque manière que ce soit.

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale, Paris : mai 2024
Bibliothèque royale de Belgique, Bruxelles : 2024/13647/079

ISSN : 2030-501X
ISBN : 978-2-8073-6069-3

Sommaire

Avant-propos	7
---------------------------	----------

Partie 1 **Monnaie écologique**

CHAPITRE 1. Économie, finance et réalité	13
CHAPITRE 2. Appréhender la diversité économique	27
CHAPITRE 3. Qu'est-ce que la monnaie ?	37
CHAPITRE 4. Explorer les systèmes monétaires	49
CHAPITRE 5. Taux d'intérêt et politique monétaire	61
CHAPITRE 6. Monnaie, dette et déficit public	77
CHAPITRE 7. Introduction à la modélisation macroéconomique écologique	91
CHAPITRE 8. La balance des paiements	105
CHAPITRE 9. Déséquilibres mondiaux et système monétaire international	119
CHAPITRE 10. Les taux de change et le régime monétaire international	133
CHAPITRE 11. Les marchés financiers : de l'efficience à l'instabilité intrinsèque	147
CHAPITRE 12. Le nexus finance-climat	161
CHAPITRE 13. La finance sous l'angle des sciences sociales	173

Partie 2

Finance écologique

CHAPITRE 14.	Gouvernance d'entreprise : actionnaires, salariés et parties prenantes	187
CHAPITRE 15.	Actionnaires et engagement responsable	197
CHAPITRE 16.	L'industrie du <i>private equity</i> (LBO) peut-elle rimer avec écologie ?	207
CHAPITRE 17.	<i>Crowdsourcing</i> : la participation citoyenne (enfin) en finance !	219
CHAPITRE 18.	La promesse du <i>crowdfunding</i> dans le financement de l'Agenda 2030	231
CHAPITRE 19.	Les obligations à impact social (<i>Social Impact Bonds</i>)	243
CHAPITRE 20.	Le modèle de banque mutualiste et la durabilité	255
CHAPITRE 21.	Gestion d'actifs et durabilité. Industrie et réglementation	265
CHAPITRE 22.	Gestion d'actifs et durabilité. Perspectives critiques et questions de réforme.....	277
CHAPITRE 23.	Réguler les pratiques : une critique de la théorie néoclassique	289
CHAPITRE 24.	Éthique, risques et durabilité : une perspective théologique	299
	Références bibliographiques	311
	Table des matières	317

PRÉSENTATION

Pour faciliter la réalisation des 17 objectifs de développement durable (ODD), les Nations unies se dotèrent en 2014 d'un véhicule spécifique : le Réseau de solutions pour le développement durable (*Sustainable Development Solutions Network*). Placé sous la présidence du professeur Jeffrey Sachs, ce réseau (présent dans plus de 50 pays) s'implanta en France en 2018 où il rassembla, sur la base du bénévolat, une trentaine de chercheurs et d'acteurs conscients des nouveaux défis climatiques et sociaux. Dès les premières réunions de ce groupe de travail, la nécessité de faire évoluer les enseignements universitaires dans ces disciplines pour atteindre les objectifs des Accords de Paris fit consensus¹.

Le livre que vous tenez entre vos mains, et dont la rédaction s'est échelonnée entre 2019 et 2023, est une réalisation de ce groupe de travail. Conçu comme un dialogue interdisciplinaire entre économie et sciences de gestion, il compte deux parties. La première, intitulée « Monnaie écologique », réexamine le fonctionnement d'une économie monétaire de production dans la perspective du développement durable. La seconde, intitulée « Finance écologique » décrit les acteurs économiques et financiers du développement durable, leurs écosystèmes et leurs instruments.

L'ambition de ce texte est ainsi de permettre aux enseignants du supérieur d'alterner l'usage du « macroscopie » et du « microscope » dans de nouveaux cours d'économie et de gestion faisant la part belle au pluralisme intellectuel, à la prise en compte de la diversité et aux exigences de durabilité – sans pour autant sacrifier la rigueur méthodologique. Que vous soyez enseignant, étudiant, ou simplement un citoyen désirant mieux comprendre les rouages du système monétaire et financier, nous vous souhaitons une bonne lecture !

UTILISATION

Ce manuel peut être utilisé comme une ressource principale dans des cours à dominante « économie » ou « gestion », en suivant alors le séquençage proposé (notamment dans la première partie), ou comme une ressource complémentaire. Le tableau ci-dessous donne quelques exemples de cours dispensés à la KEDGE Business School dans les années 2020 et utilisant ce manuel comme ressource principale. Suivre ces cours ne nécessitait alors aucun prérequis méthodologique. Afin de favoriser une pédagogie interactive, chaque chapitre contient en outre des objectifs d'apprentissage ainsi qu'une rubrique « Activités » regroupant des questions et des cas pratiques.

¹ Ce constat fut confirmé en 2020 avec la publication du rapport de l'Institut Veblen, « Dix ans après la crise financière, comment enseigner la finance ? », coordonné par Laurence Scialom, Yamina Tadjeddine et Stéphanie Servet.

QUELQUES EXEMPLES D'UTILISATION

Discipline	Macroéconomie écologique	Systèmes monétaires durables	Finance internationale	Finance écologique
Niveau universitaire	L3	M2	M2	M1
Volume horaire	30 heures	30 heures	30 heures	30 heures
Chapitres correspondants	1-8	3-9 et 11-13	3-4 et 8-11	12-24

REMERCIEMENTS

Il aurait été très difficile de finaliser cet ouvrage sans le soutien et les encouragements de nos amis. Nous remercions particulièrement Eve de la Mothe Karoubi et Andrija Erac du réseau SDSN France, Constantin Tsakas du Plan Bleu, Aurélien Decamps et Jean-Christophe Carteron de Sulitest, Bernard Paranke, Olga Battaïa, Frantz Maurer, Dorian Simon-Meslet, Anne-France Piteau, Coralie Reslinger, Luis Reyes-Ortiz, Ramzi Klabi, Alban Mathieu et Christian Walter de KEDGE Business School. Nos remerciements chaleureux vont également à notre éminent collègue et médiateur Roland Pérez (université de Montpellier), ainsi qu'à l'ensemble des membres de la liste de diffusion « Finance et Communs », à l'Association française d'économie politique (AFEP), au Réseau international de recherche sur les organisations et le développement durable (RIODD) et à l'Association pour le développement des études keynésiennes (ADEK). Nous tenons enfin à remercier Wyndham Packet Hain, responsable éditorial économie chez Palgrave-Macmillan, pour sa confiance lors de la première édition anglaise de ce livre, ainsi que Pauline Monclin, Mireille Raskin et Claudia Mericskay de chez De Boeck Supérieur pour leur accompagnement éditorial, leur bienveillance et leur efficacité.

« Notre nouvelle ère du développement durable appelle également une nouvelle ère de manuels d'économie et de finance. Bravo aux auteurs de ce livre passionnant et pionnier, qui identifie de nouvelles façons de repenser le système financier et ses fondements éthiques pour l'aligner avec les objectifs de développement durable et l'Accord de Paris sur le climat. »

Jeffrey D. Sachs
Président du Réseau de solutions
pour le développement durable des Nations unies
Professeur à l'université de Columbia, États-Unis

« Ce manuel et la philosophie qui sous-tend sa création représentent une approche intégrée visant à placer la nature et l'humanité au cœur de l'économie et de la finance. Érudit, complexe sans être trop opaque, et surtout stimulant, il est appelé à devenir un texte clé alors que nous progressons vers la reconquête de l'économie et de la finance en tant que sciences sociales anthropocentriques. »

Brian M. Lucey
Professeur de finance, Trinity College Dublin,
université de Dublin

« De nombreux économistes rêvent encore d'un monde économique qui, suivant des lois naturelles, convergerait spontanément vers un équilibre général du marché, si nous le laissons faire. Le temps du rêve a cédé la place aux cauchemars des crises financières, des inégalités sociales croissantes, et du réchauffement climatique qui ne nous laisse pas d'autre choix que d'agir. Ce livre permet d'aborder le fonctionnement réel de l'économie, un monde beaucoup plus complexe et incertain, où la monnaie et la finance peuvent justifier d'autres choix politiques. Il ouvre la voie à la compréhension des défis du ^{xxi}e siècle. »

Edwin Le Héron
Professeur d'économie, Sciences Po Bordeaux
– Centre Émile Durkheim CNRS 5116

« Repenser la monnaie et la dette à travers le prisme du bien commun plutôt que de la culpabilité, défendre une approche réellement durable de la finance, reconsidérer le poids écrasant de la rentabilité à court terme dans les modèles financiers... Ce livre aborde avec sérieux et compétence le renouvellement de la pensée économique afin qu'elle ne soit plus un obstacle mais un soutien pour affronter les grands défis du ^{xxi}e siècle, à commencer par le changement climatique. Ce livre est une contribution essentielle au développement d'une pensée économique humaniste et écologique. Il est écrit par des chercheurs de grande qualité de la branche française du SDSN, réunis autour du talentueux Thomas Lagoarde-Ségot. »

Nicolas Dufrêne
Haut fonctionnaire et directeur de l'Institut Rousseau

PARTIE 1

MONNAIE ÉCOLOGIQUE

SOMMAIRE

- 1** Économie, finance et réalité
- 2** Appréhender la diversité économique
- 3** Qu'est-ce que la monnaie ?
- 4** Explorer les systèmes monétaires
- 5** Taux d'intérêt et politique monétaire
- 6** Monnaie, dette et déficit public
- 7** Introduction à la modélisation macroéconomique écologique
- 8** La balance des paiements
- 9** Déséquilibres mondiaux et système monétaire international
- 10** Les taux de change et le régime monétaire international
- 11** Les marchés financiers : de l'efficacité à l'instabilité intrinsèque
- 12** Le nexus finance-climat
- 13** La finance sous l'angle des sciences sociales

CHAPITRE

1

Économie, finance et réalité

Thomas Lagoarde-Ségot
(KEDGE BS & SDSN France)

SOMMAIRE

1. L'économie est la sous-partie d'un ensemble	14
2. L'impact de la grande accélération industrielle	19
3. Appréhender les théories économiques	23

MISE EN PERSPECTIVE

Selon les Nations unies, environ 4,7 millions d'hectares de forêt disparaissent chaque année. Pourtant, ces forêts n'entrent dans la comptabilité nationale que lorsque les arbres sont coupés, c'est-à-dire lorsqu'elles sont détruites. Étant donné que cette destruction génère un revenu monétaire, elle n'est pas comptabilisée comme une perte, mais comme une augmentation du bien-être (*via* la hausse du PIB).

Pour décrire ce paradoxe, le pionnier de l'économie écologique Herman Daly (1938-2022) employait la métaphore d'un biologiste qui prétendrait analyser l'organisme d'un chien sur la seule base de son système cardiovasculaire, en ignorant son système digestif. Le système cardiovasculaire est certes important, mais sans un système digestif qui le relie à son environnement, le chien mourra très rapidement, soit de faim, soit de constipation !

De la même manière, les indicateurs économiques et de gestion considèrent le système économique et financier comme s'il était déconnecté de son environnement, alors qu'il est intégré dans un ensemble fragile, qui l'enveloppe et le soutient. Cet ensemble comprend bien sûr la société, mais aussi le système Terre (qui inclut l'atmosphère, la biosphère, l'hydrosphère et la géosphère). Il peut donc être utile, avant d'étudier l'économie et la finance, de prendre un peu de recul pour s'interroger sur la *nature* de notre objet d'étude. Cela nous permettra d'acquérir des connaissances plus pertinentes et peut-être, aussi, d'agir de manière plus responsable.

OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

- Situer le système économique et financier au sein du système Terre
- Comprendre le rôle des théories économiques et des indicateurs financiers
- Mesurer l'importance du *pluralisme* en sciences sociales

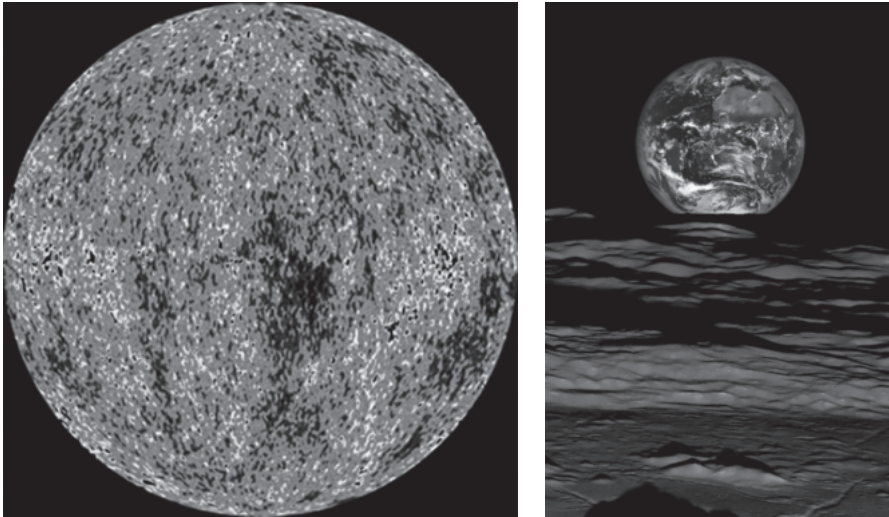
1. L'ÉCONOMIE EST LA SOUS-PARTIE D'UN ENSEMBLE

1.1. Le système Terre

Le 24 décembre 1968, l'astronaute américain William Anders prit une incroyable série de photos de la Terre depuis la Lune. Sur ces photos, notre planète, qui abrite des milliards d'êtres humains (mais aussi de fourmis, d'ours et de méduses), apparaît pour ce qu'elle est : une minuscule boule bleue, perdue dans l'immense obscurité d'un univers en expansion. Les scientifiques estiment le diamètre de l'Univers observable à 93 milliards d'années-lumière (soit environ 880 000 milliards de kilomètres).

Si vous étiez propulsé au hasard dans l'Univers, vous vous retrouveriez probablement dans le vide, l'obscurité et le froid – la température moyenne y étant de – 270 degrés Celsius. Au loin, une faible lueur scintille. Une étoile ? Non, une galaxie. Pour les astrophysiciens, il existerait entre 100 et 200 milliards de galaxies dans l'Univers. L'une d'entre elles, la Voie lactée, contiendrait entre 200 et

400 milliards d'étoiles. L'une d'entre elles – une étoile naine – est le Soleil. Autour du Soleil gravite enfin un minuscule grain de poussière : notre maison commune, la Terre.



© Domaine public

Source : visibleearth.nasa.gov

Figure 1.1 *Big bang et lever de Terre*

Note : L'image de gauche représente le « rayonnement de fond cosmologique », la première lumière libérée par l'Univers, 380 000 ans après le big bang. L'image de droite est une photographie tirée de la série *Earth Rise* prise le 24 décembre 1968 lors de la mission Apollo 8.

Sur Terre, les océans, l'atmosphère, les terres et les organismes vivants fonctionnent comme un ensemble intégré : le système Terre, composé de quatre systèmes ouverts et interconnectés : l'*atmosphère*, la *géosphère*, l'*hydrosphère* et la *biosphère*.

L'*atmosphère* est une enveloppe protectrice de gaz d'une centaine de kilomètres d'épaisseur. Composée d'un subtil et fragile équilibre d'azote, d'oxygène et de dioxyde de carbone, elle filtre les rayons ultraviolets mortels émis par le Soleil et détruit la plupart des objets célestes susceptibles de heurter la Terre (en les transformant en étoiles filantes). L'atmosphère réfléchit également vers la Terre les rayons émis par le Soleil qui, sinon, rebondiraient vers l'espace. Cet *effet de serre* maintient sur Terre des températures compatibles avec la vie. Enfin, l'atmosphère redistribue la chaleur et l'humidité sur toute la surface de la Terre, en absorbant l'eau par l'évaporation, puis en la libérant sous la forme de pluie, de neige ou d'autres précipitations.

La *géosphère* est la partie minérale et solide de la Terre. Elle subit en permanence les effets de l'érosion, des forces tectoniques et de l'activité volcanique souterraine.

L'*hydrosphère* contient l'eau sous toutes ses formes : océans, mers, vapeur d'eau, calottes glaciaires, cristaux de glace, glaciers, lacs, rivières, ruisseaux, humidité atmosphérique et pergélisol.

Enfin, la *biosphère* est une mince bande d'une vingtaine de kilomètres d'épaisseur qui recouvre la quasi-totalité de la surface de la Terre. C'est dans cette couche fine et fragile que se trouvent la vie

et toutes les substances produites par les organismes vivants, dont certaines sont utiles à la vie (par exemple, l'humus).

1.2. Situer l'économie

La biosphère, qui compterait environ 9 millions d'espèces vivantes, fonctionne sur la base de la *photosynthèse*. En effet, certains organismes vivants (comme les plantes et le plancton) sont capables de produire des molécules organiques à partir d'énergie solaire, d'eau et de minéraux. Ces molécules organiques entrent ensuite dans une chaîne d'organismes interdépendants (comme des poissons, insectes, animaux vertébrés ou êtres humains).

L'énergie solaire ainsi « mise en conserve » par la photosynthèse circule entre espèces le long de la chaîne alimentaire, puis s'accumule en *biomasse* lorsque les êtres vivants meurent, remettant en circulation les éléments qui les composent. À chaque étape, une partie de cette énergie se dissipe sous la forme de chaleur.

Depuis l'apparition de la première bactérie, il y a quelque 3,85 milliards d'années, des millions d'espèces se sont succédé dans la biosphère. Certaines ont régné sans partage (comme le mégalodon des océans préhistoriques), avant de s'éteindre. Dans cette longue évolution, notre ancêtre *Homo Sapiens* n'apparaît finalement que très récemment, il y a environ 200 000 ans.

Comme toute autre espèce, nous devons, pour survivre, capter un flux suffisant d'énergie solaire mise en conserve dans la biosphère. Nos premiers ancêtres, chasseurs-cueilleurs nomades, prélevaient directement dans la biosphère ce dont ils avaient besoin. Durant la période paléolithique, des crises de pénurie décimaient la population humaine dès que ses besoins caloriques dépassaient les flux d'énergie prélevés par la chasse et la cueillette.

Au début de la période interglaciaire toutefois, les conditions climatiques devinrent plus favorables et, pour des raisons encore obscures, dans de nombreuses régions du monde sont simultanément apparus l'agriculture et l'élevage. Il y a environ 12 000 ans, l'homme découvrit ainsi qu'au lieu de prélever directement sur la nature, il pouvait travailler pour l'améliorer. Une explosion démographique s'ensuivit, dans les zones où des plantes aux propriétés caloriques importantes furent domestiquées (par exemple le blé, le riz, le maïs ou le sorgho).

Progressivement, nos ancêtres parvinrent alors à produire une quantité de nourriture supérieure à celle requise pour leur survie. L'apparition de ce *surplus de production* permit d'exempter certains individus du travail de production alimentaire et de diviser la société en classes sociales. Ces nouvelles classes sociales produisirent, en échange d'une part du surplus, de nouveaux services à la collectivité : l'administration, le clergé, l'écriture (dont la première fonction était en fait de tenir un registre comptable du surplus), l'extraction des métaux (utilisés pour fabriquer des armes adaptées à la défense du surplus) (voir figure 1.2).

Le surplus de production fut une condition nécessaire au développement des civilisations, mais il engendra aussi de nouvelles menaces. Dès lors, aux crises de *pénurie* (qui restèrent malgré tout récurrentes) vinrent en effet se superposer de nouvelles crises, plus complexes : des crises *sociales*, découlant généralement d'une mauvaise allocation du surplus.

La *fluctuation biséculaire*, qui débuta vers 1346, et durant laquelle l'Europe perdit près de la moitié de sa population, est un exemple frappant. Les historiens pensent que cet événement fut déclenché par une conjonction d'événements biosphériques (la propagation du microbe de la peste noire) et atmosphériques (la persistance d'hivers longs et froids pendant le « petit âge glaciaire » du Moyen-Âge), et par une allocation inefficace du surplus de production.

Dans le cadre de la société féodale, la quasi-totalité du surplus de production était transféré vers l'aristocratie et le clergé, *via* des impôts très lourds en nature ou en travail. Ce surplus était ensuite affecté à des guerres coûteuses (comme les croisades ou la guerre de Cent Ans). La population européenne, affaiblie par la malnutrition, s'effondra alors sous l'agression d'une autre espèce (le bacille *Yersinia Pestis*). Il lui fallut environ deux siècles pour retrouver son niveau.



© Domaine public



Source : Stockbym/stock.adobe.com

Figure 1.2 *La révolution néolithique*

Note : L'image de gauche représente une scène de labour en Égypte ancienne (tombe de Sennedjem, XIII^e siècle av. J.-C.). L'image de droite est une photographie du Sphinx de Gizeh. La construction du Sphinx, monument à la fois religieux et politique, a probablement consommé une grande partie du *surplus de production* égyptien.

Nous en déduisons donc que l'économie, les règles sociales et le système Terre sont interconnectés. Le système économique doit être pensé comme un *sous-système* imbriqué dans le système plus complexe de la biosphère, qui lui-même appartient au système Terre (voir figure 1.3). Au sein du système économique circulent des flux d'énergie, en sens opposé des flux monétaires qui en sont la contrepartie. La source de ces flux d'énergie se situe dans la biosphère (en interaction permanente avec le système Terre) ; tandis que leur direction et leur intensité sont déterminées par les *règles sociales* et les *méthodes techniques* disponibles à chaque période historique. Nous pouvons donc retenir la définition de l'économie donnée par le grand économiste hongrois Karl Polanyi (1886-1964) comme un processus « institué d'interactions entre l'homme et son environnement » (1983, p. 45)¹.

¹ Polanyi, K. *La Grande Transformation. Aux Origines Economiques et Politiques de notre Temps*. Gallimard, Paris, 1983, 419 pages.

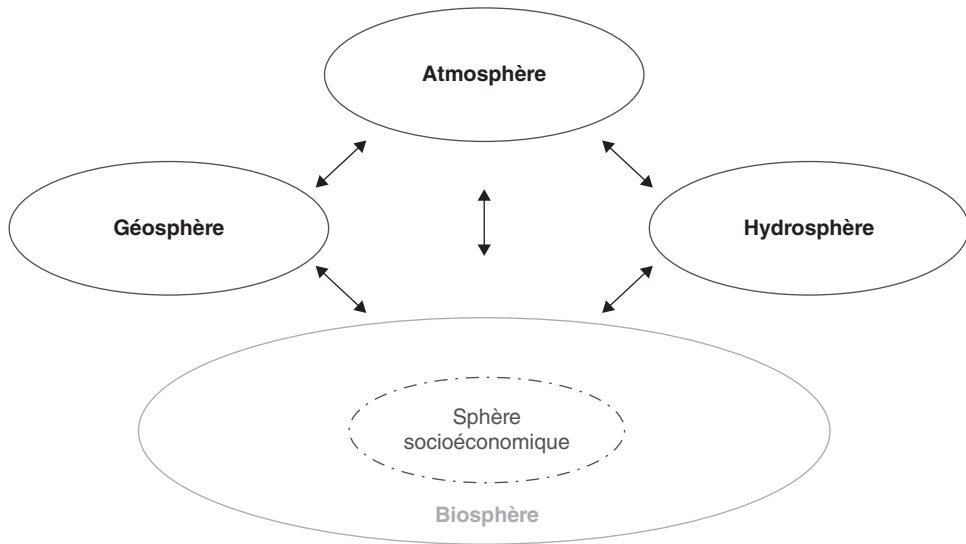


Figure 1.3 *L'économie, un sous-système emboîté dans le système Terre*

1.3. Illustration : le système monétaire et financier

En ce début du ^{xxi}^e siècle, qui pourrait nier que les marchés financiers internationaux sont devenus le véritable centre de commandement de l'économie mondiale ? Cette dernière est en effet pilotée par les signaux provenant d'un gigantesque réseau informatique de bilans financiers, interconnectés *via* des milliers d'ordinateurs bancaires. Et pour maints agents économiques et décideurs politiques, les informations fournies par ce réseau décrivent parfaitement la réalité.

La perspective développée dans la section précédente peut cependant nous amener à considérer les choses autrement. En effet, chaque flux monétaire – qu'il s'agisse d'un paiement dans l'économie réelle ou d'une transaction financière – est la contrepartie d'un flux d'énergie, extrait de la biosphère et circulant dans la direction opposée.

Prenons le cas d'une banquière qui travaille à New York ou à Tokyo. Bien qu'elle ne participe pas directement à la production matérielle, le système économique lui donne accès, *via* la distribution du surplus, à un apport calorique et énergétique suffisant pour ses besoins de consommation variés. La condition est que son employeur transfère, chaque mois, des symboles monétaires sur son compte bancaire en échange de son travail, qui consiste précisément à manipuler ces symboles. Cependant, ces symboles monétaires n'acquièrent de valeur que dans la mesure où ils peuvent s'échanger contre des biens et services réels. Or ceux-ci doivent être produits. La consommation de notre banquière est donc tributaire de l'extraction d'un surplus de production par d'autres individus (par exemple, les salariés des entreprises débitrices de la banque). Dans notre économie globalisée, la production du surplus incombe souvent aux pays du Sud Global, lesquels produisent des biens et des matières premières qui sont ensuite expédiés vers les pays riches qui les consomment. Ce processus prélève des ressources matérielles, des ressources énergétiques, et génère des émissions de gaz à effet de serre, en interaction avec le système Terre.

Nous avons bien sûr été habitués à concevoir le système économique et financier comme le système de premier ordre. Mais si l'on adopte une perspective écologique, la hiérarchie s'inverse : le système Terre apparaît comme le système englobant. En son sein s'inscrivent deux sous-systèmes institués (c'est-à-dire dépendant de règles sociales établies) : le système productif et le système financier (voir figure 1.4).

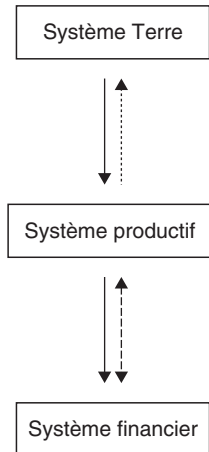


Figure 1.4 Le système financier et le système terrestre

Note : Une ligne continue représente un flux d'énergie provenant de la biosphère. Une ligne en pointillé représente un flux de déchets et d'émissions humaines. Une ligne hachée représente un flux monétaire.

2. L'IMPACT DE LA GRANDE ACCÉLÉRATION INDUSTRIELLE

Rapportées à l'échelle de l'histoire humaine, les 250 années d'existence du capitalisme équivalent à moins de deux minutes dans une journée de 24 heures. Durant cette courte période – et en particulier depuis le milieu du xx^e siècle – les humains ont radicalement perturbé le système Terre qui, pourtant, englobe et soutient leur espèce. La croissance exponentielle des indicateurs de développement industriel est le miroir de la perturbation du système Terre – comme en témoigne la disparition du vivant (voir figures 1.5 et 1.6).

Selon le consensus scientifique, l'extension de la sphère économique au-delà des *limites planétaires* engendre une cascade imprévisible de chocs biosphériques, atmosphériques, hydrosphériques et géologiques interconnectés. En venant percuter nos économies, ces chocs planétaires diminuent le bien-être humain et déstabilisent nos sociétés. Avec la signature des Accords de Paris en 2015, les Nations unies ont donc entériné la nécessité de bifurquer vers un nouveau modèle socio-économique décarboné, inclusif et démocratique, qui encastrent le système économique dans les limites planétaires, tout en réduisant les inégalités de développement.

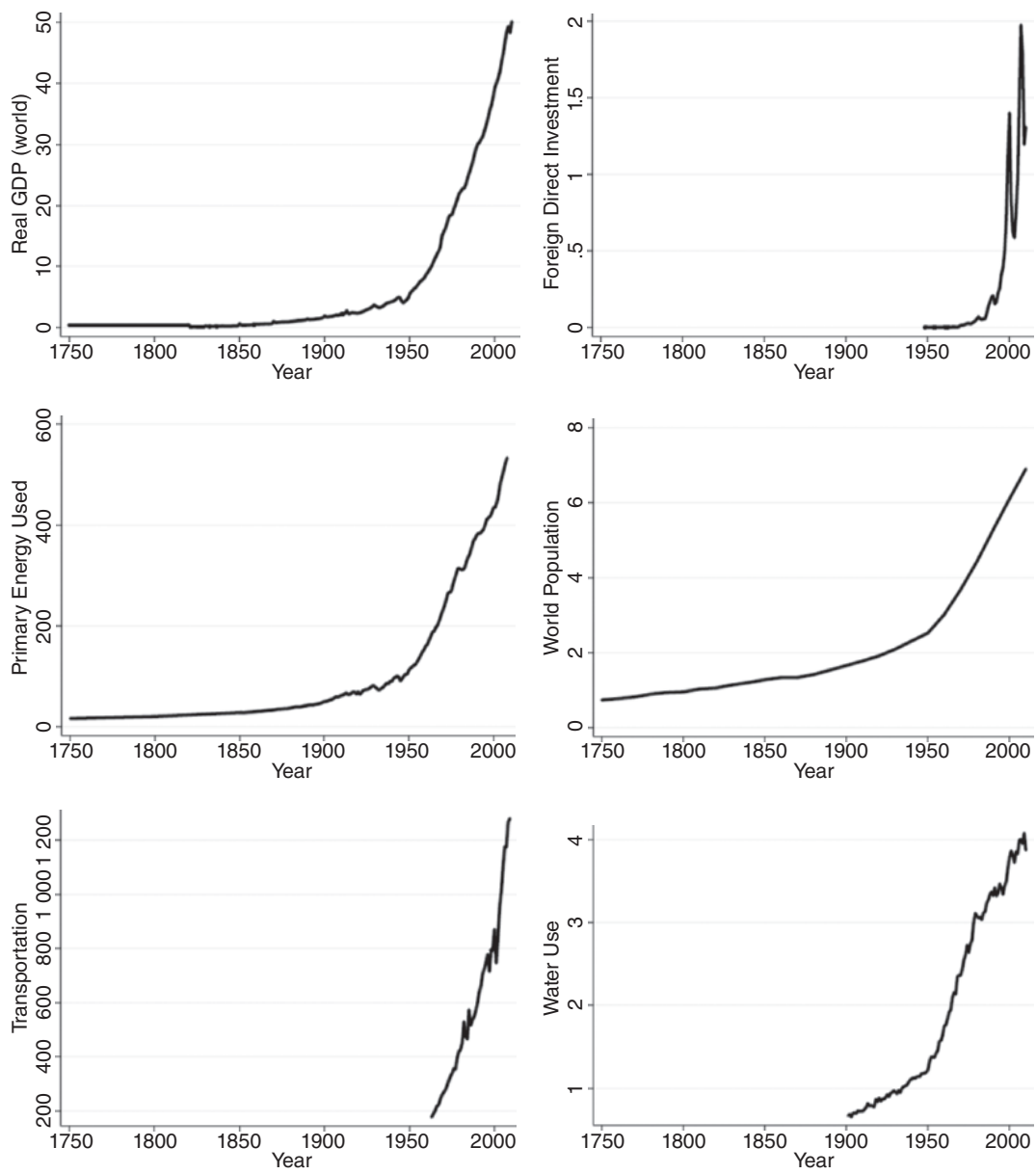
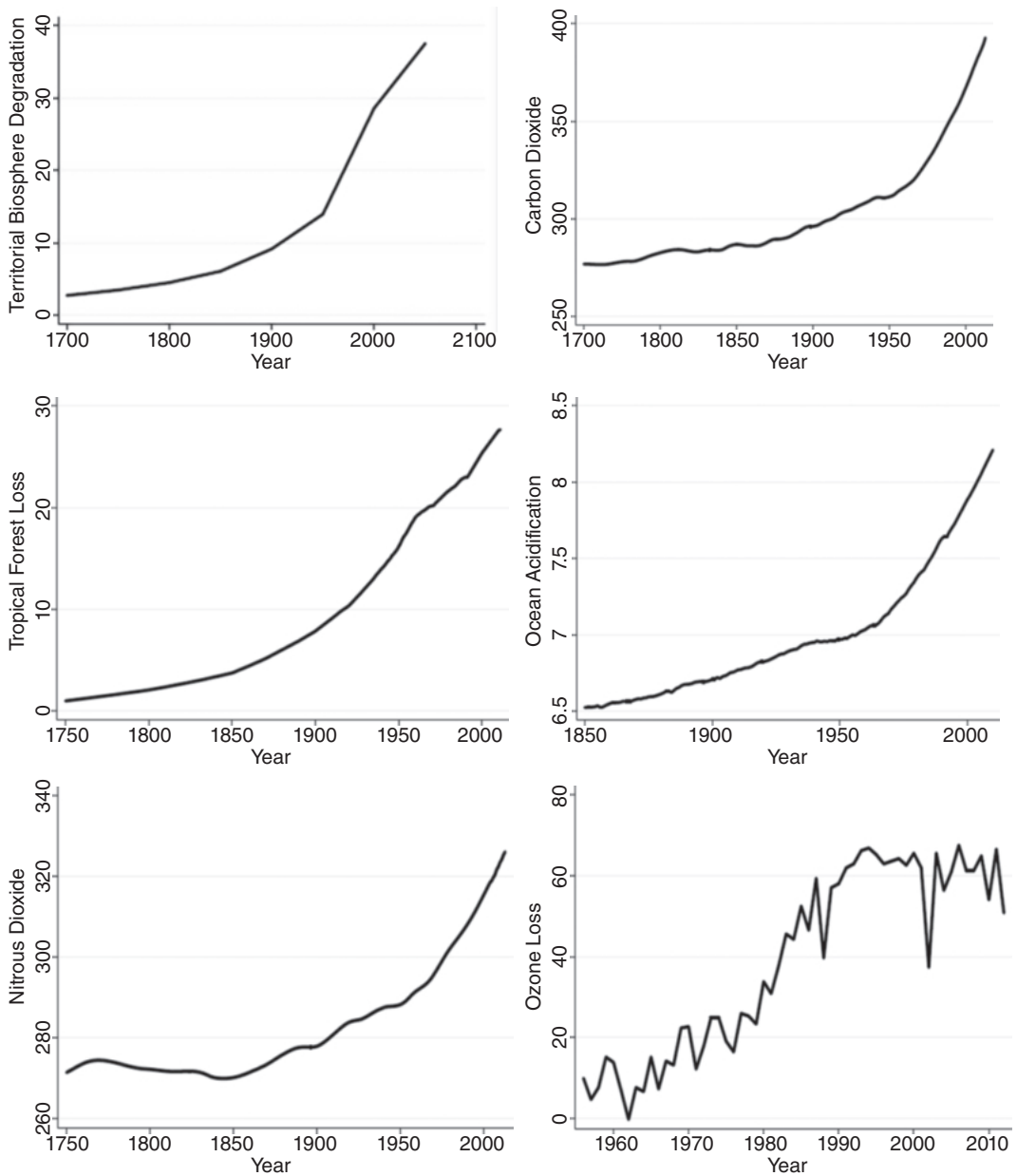


Figure 1.5 La grande accélération : indicateurs socio-économiques mondiaux, 1750-2013



Source : Steffen *et al.* (2015). Les données complètes, la définition et le calcul des variables sont disponibles à l'adresse suivante : www.igbp.net.

Figure 1.6 La grande accélération : système Terre, 1750-2013

Ce projet implique sans aucun doute de dépasser les indicateurs de pilotage économique dont nous avons hérité. Au premier rang de ces indicateurs figure le taux de croissance économique, qui mesure l'augmentation annuelle du produit intérieur brut (c'est-à-dire la quantité de biens et services finaux consommés au cours d'une année). Durant la seconde moitié du xx^e siècle,

l'écrasante majorité des économistes considéraient l'obtention d'un taux de croissance économique élevé comme un but en soi. Des modèles plus récents, cependant, mettent en balance les gains de la croissance économique avec ses coûts écologiques, et soulignent son impact ambigu sur le bien-être humain.

Les pionniers du courant de l'économie écologique Herman Daly et Joshua Farley (2005) ont ainsi développé un modèle très simple qui met en évidence la possibilité d'une « croissance anti-économique ». Ce modèle, qui s'inspire des travaux de l'économiste néoclassique William Jevons (1835-1882) sur le marché du travail, est décrit dans la figure 1.7.

Sur ce graphique, le *gain marginal* de la croissance économique (la courbe noire) représente le bien-être dérivé de la consommation d'une unité supplémentaire de biens ou de services. Or, ce gain marginal diminue au cours du temps alors que l'économie grossit et que le PIB s'accroît. En effet, les premiers points de croissance économique nous ont permis de satisfaire des besoins primaires (par exemple, se chauffer, accéder à l'eau courante, se nourrir). Mais au-delà d'un certain seuil, un point de croissance supplémentaire ne permet de satisfaire que des besoins d'ordre secondaire (par exemple, commander une livraison de sushis sur son ordiphone).

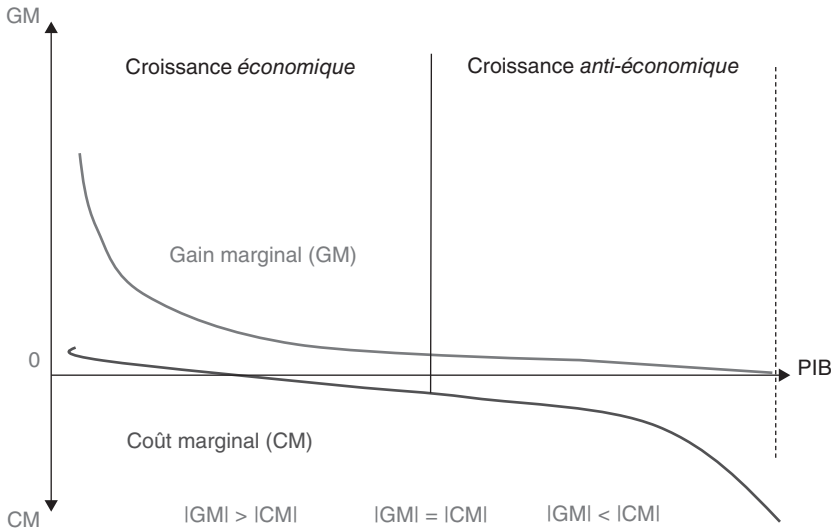
Le *coût marginal* de la croissance économique (la courbe grise) représente le coût écologique et social occasionné par un point de croissance supplémentaire. Ce coût peut être considéré nul, voire négatif, durant les premières étapes du développement économique, mais il s'accroît considérablement au cours du temps et prend une dynamique exponentielle avec le franchissement des limites planétaires.

Le point d'intersection de ces deux courbes permet d'identifier deux cas de figure : à gauche de la ligne verticale, le gain marginal de la croissance économique demeure supérieur au coût marginal. Au sein de cette zone, la croissance du PIB peut véritablement être qualifiée d'« économique », puisqu'elle correspond à un accroissement net du bien-être collectif. À droite de la ligne verticale, en revanche, le coût marginal de la croissance économique excède son gain marginal. La croissance économique cesse alors de mesurer la richesse et devient, au contraire, un indicateur de « ruine collective ».

Comme tout bon modèle économique, celui-ci pose bien entendu davantage de questions qu'il n'apporte de réponses. Une de ses implications les plus intéressantes est qu'il nous amène à repenser les finalités de notre modèle de développement. Il suggère que notre économie, pilotée par un indicateur (le PIB) dont nous avons oublié qu'il n'est qu'une construction comptable, fonctionne comme si elle était déconnectée du système Terre. Plus encore, l'indicateur servant de boussole à nos décisions peut signaler une hausse du bien-être, alors que c'est le contraire qui se produit dans la réalité. Cette double confusion conduit alors à l'apparition d'un *risque systémique* : nos décisions économiques nous paraissent parfaitement rationnelles ; pourtant, mises bout à bout, elles conduisent à augmenter l'insécurité et l'instabilité générales.

Pour les économistes écologiques, comme Kate Raworth (2017), la prospérité au *xxi*^e siècle reposerait donc d'une part sur le respect du « plafond » écologique à la croissance économique, et d'autre part sur la recherche de nouveaux outils de coordination permettant d'amener l'humanité au-delà d'un seuil « plancher » de développement social et économique.

S'ils sont suivis d'actions concrètes, des événements tels que la signature par les 191 États membre des Nations unies des Accords de Paris (2015) entérinant les 17 objectifs de développement durable (ODD) pourraient constituer des étapes significatives dans cette direction.



Source : adapté de Daly, H. E. et Farley, J., 2005. *Ecological Economics. Principles and Applications*, p. 20. Island Press, États-Unis.

Figure 1.7 Le modèle de Daly et Farley (2005)

3. APPRÉHENDER LES THÉORIES ÉCONOMIQUES

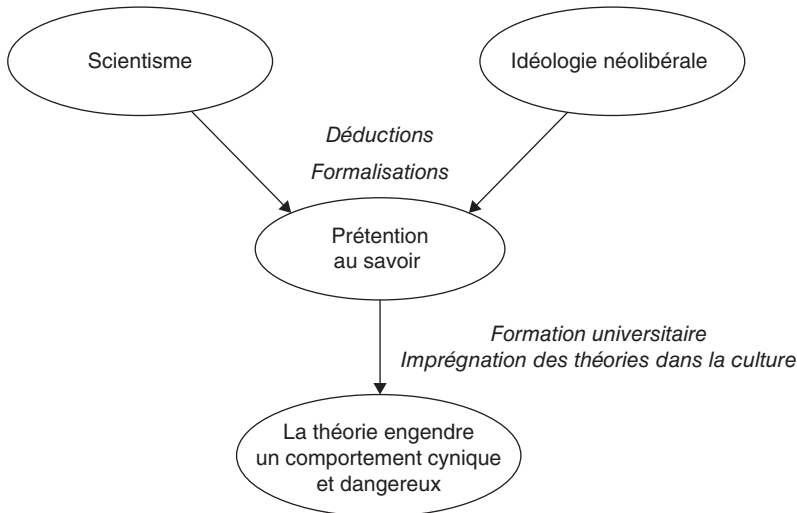
3.1. Les théories : reflets ou moteurs des comportements sociaux ?

Ce raisonnement sur les indicateurs peut aussi nous amener à poser un regard circonstancié sur la portée des théories économiques et financières héritées du xx^e siècle. Par exemple, la théorie néoclassique de la finance, développée par les auteurs de l'école de Chicago comme le prix Nobel Eugene Fama (né en 1939), analyse le secteur financier par le prisme d'un hypothétique individu égoïste et rationnel, qui aurait un accès direct à toute l'information pertinente et prendrait des décisions d'investissement par le truchement d'une « fonction d'utilité » mathématique. En postulant l'absence de « rigidités de marché », il est alors possible de démontrer mathématiquement que seuls des marchés financiers débridés permettraient de découvrir la « valeur fondamentale » des actifs, et de la révéler à tous sous la forme d'un vecteur de « prix d'équilibre » coïncidant avec l'optimum du bien-être collectif.

Force est cependant de constater que cette représentation théorique est mal équipée pour expliquer des événements pourtant bien réels tels que la répétition des crises financières, la persistance des déséquilibres macroéconomiques internationaux, le creusement des inégalités sociales, ou encore le franchissement des limites planétaires. Il peut donc être utile de la mettre en perspective en mobilisant d'autres courants intellectuels.

À l'autre bout du spectre théorique, les auteurs appartenant au courant des « études critiques en sciences de gestion », comme Donald MacKenzie (né en 1950), affirment par exemple que la théorie néoclassique n'a pas pour objet de décrire la réalité, mais plutôt de la mettre en mouvement. Selon ces auteurs, la théorie financière néoclassique est loin d'être neutre sur le plan idéologique (voir figure 1.8). Sous son impressionnant vernis mathématique, qui contribue à donner une fausse impression de « neutralité » et d'« objectivité », se cache un mélange toxique de *scientisme* (par l'application des procédures de la science physique newtonienne aux sciences sociales) et d'idéologie *néolibérale*. L'hégémonie de la théorie néoclassique, dans les départements d'économie et les écoles de commerce, aurait ainsi considérablement détérioré la qualité des pratiques de gestion au fil du temps, en apportant une justification pseudo-scientifique au comportement cynique et dangereux adopté par certains dirigeants. L'hégémonie de la théorie néoclassique coïncide en effet avec une augmentation marquée de la fréquence des crises financières, ainsi que de leur gravité.

Pour conclure, les théories économiques nous donnent accès à un monde de sens partagé, et permettent ainsi de coordonner nos actions pour mener à bien des projets complexes. Mais elles peuvent aussi jouer un rôle pervers, en dissimulant les conflits d'intérêt et les rapports de force sous un voile hypocrite de *scientificité*.



Source : adapté de Ghoshal, S. « Bad management theories are destroying good management practices », *Academy of Management Learning and Education*, 2005, 4, p. 75-91.

Figure 1.8 La théorie financière, moteur des comportements sociaux

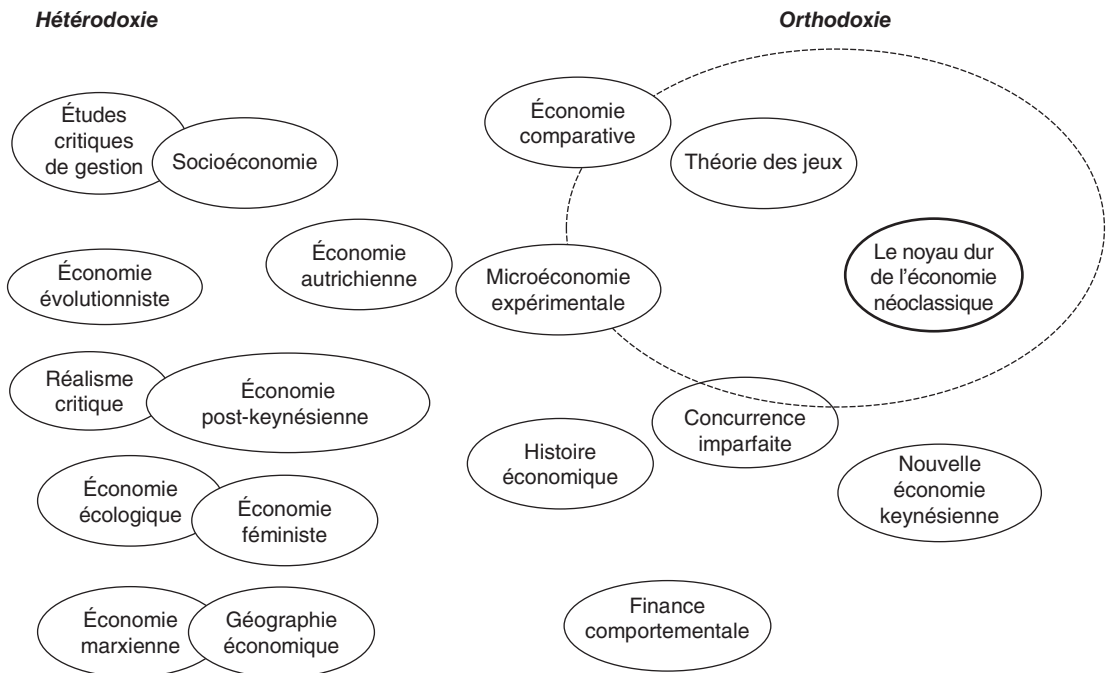
3.2. De la nécessité du pluralisme en économie

Étant donné ce qui précède, on peut comprendre pourquoi maints auteurs (et étudiants) déplorent les conséquences du *monisme* en économie. Le monisme est une attitude intellectuelle ne reconnaissant qu'une vision comme étant la seule légitime.

Pourtant, les nombreuses ramifications de la pensée économique témoignent d'une grande richesse et d'une grande diversité. Comme le montre la figure 1.9, la science économique peut être représentée comme comprenant un noyau *orthodoxe* (structuré autour de l'école néoclassique et d'autres écoles périphériques, telles que la nouvelle macroéconomie keynésienne, la théorie des jeux et d'autres approches fondées sur la concurrence imparfaite et les asymétries d'information), et une multitude d'approches dites *hétérodoxes* (économie postkeynésienne, économie écologique, économie féministe, géographie économique, socio-économie, études critiques en sciences de gestion, économie évolutionniste, économie autrichienne, économie marxienne, réalisme critique...). Certaines branches de la pensée économique (comme l'histoire économique, la finance comportementale, l'économie comparative ou la microéconomie expérimentale), et bien sûr certains économistes, empruntent simultanément à ces différentes approches.

Ce manuel adopte donc une perspective résolument *pluraliste*. Le pluralisme, qui s'oppose au monisme, implique simplement de respecter la légitimité des différentes approches théoriques.

Cette diversité élargit le périmètre de la discipline, la rend plus complexe, plus agile, et donc plus apte à appréhender la complexité du monde réel. Loin d'amoindrir le caractère scientifique de la science économique, le pluralisme est un héritage et une ressource précieuse, alors que nous sommes aux prises avec les « problèmes économiques de notre génération » (Alfred Marshall, 1842-1924).



Source : adapté de Labrousse A. (2017), « Le pluralisme, source de rigueur et de découvertes scientifiques », in Coriat et al. (2017), *Misère du scientisme. À propos de l'affaire Cahuc et Zylberberg*, Paris, Croquant, p. 41-55.

Figure 1.9 Quelques courants de pensée en économie

RÉSUMÉ

- Le système Terre connecte et englobe quatre systèmes ouverts et interconnectés : l'*atmosphère*, la *géosphère*, l'*hydrosphère* et la *biosphère* ;
- L'économie est un sous-système de la biosphère et contient des interactions instituées entre l'espèce humaine et le système Terre ;
- La grande accélération industrielle et le dépassement des « limites planétaires » produisent des risques inédits à l'échelle planétaire ;
- Le pluralisme des écoles de pensée en économie peut aider à penser la complexité de ce nouveau contexte et à y apporter des solutions.

ACTIVITÉS

Questions à débattre

1. Choisissez deux courants de pensée en économie et établissez la liste de leurs différences et points communs. Quelle serait la meilleure attitude à adopter pour comprendre le monde, compte tenu des désaccords et des différences de points de vue observés ?
2. Considérez les 17 objectifs de développement durable (ODD). Comment pourriez-vous contribuer à ces objectifs à travers votre vie professionnelle future ? Quels éventuels obstacles rencontreriez-vous alors ?

Cas pratique

3. Lisez l'article scientifique de Rockström et al (2009) donné en référence bibliographique, définissez le concept des « limites planétaires », puis décrivez chaque limite.
4. Rendez-vous sur le site internet du *Stockholm Resilience Center* (<https://www.stockholmresilience.org/>) et décrivez la position actuelle du Système-Terre par rapport à ces limites planétaires.
5. Rendez-vous sur le site internet du « *doughnut economics* » (<https://www.kateraworth.com/doughnut/>). Dans quelle mesure ce nouveau modèle économique semble-t-il offrir de nouvelles perspectives économiques ? Discutez ses limites et les obstacles à sa mise en œuvre.

Référence : Rockström, J., Steffen, W., Noone, K. *et al.* « A safe operating space for humanity ». *Nature* 461, p. 472-475 (2009). <https://doi.org/10.1038/461472a>

CHAPITRE

2

Appréhender la diversité économique

Thomas Lagoarde-Ségot (KEDGE BS & SDSN France)
Laurence Le Poder (KEDGE BS)

SOMMAIRE

1. La diversité des structures de marché	28
2. La diversité des modèles d'entreprise	30
3. La diversité des régimes d'échange	34

MISE EN PERSPECTIVE

Lors de leur voyage en URSS en 1988, les journalistes Nina et Jean Kéhayan¹ constatèrent avec humour que l'économie centralement planifiée soviétique avait certes envoyé un homme dans l'espace, mais qu'elle ne parvenait pas à approvisionner les épiceries en saucisses. Il est vrai qu'à ce jour, toutes les tentatives d'élimination complète du *marché* de la vie économique et sociale ont échoué. Cette observation n'implique pas cependant que l'économie de marché soit un système naturel, ni que le marché doive absorber l'ensemble de la société. Par exemple, les premiers documents historiques connus (issus du golfe Persique et datant de la troisième dynastie d'Ur, entre 2112 et 2004 av. J.-C.) décrivent une économie administrée et très centralisée. Bien plus tard, l'effondrement des années 1930 sonna le glas de l'illusion du « grand marché autorégulateur » (Karl Polanyi, 1983)² – c'est-à-dire une économie régulée uniquement par les forces du marché. Et de nos jours, la diversité des logiques institutionnelles et des organisations est la règle dans la totalité des économies des pays démocratiques à haut revenu. Quelles sont les structures de marchés observées dans ces économies *mixtes* ? Quels sont les principaux modèles d'entreprises ? Quelles sont les motivations diverses pour les échanges économiques ? Telles sont les principales questions abordées dans ce chapitre.

OBJECTIFS D'APPRENTISSAGE

- Identifier les différentes structures de marché
- Comprendre les logiques institutionnelles
- Appréhender la diversité économique

1. LA DIVERSITÉ DES STRUCTURES DE MARCHÉ

La structure de marché la plus célèbre est probablement la *concurrence pure et parfaite*. Pierre angulaire de l'école néoclassique développée au XIX^e siècle par Stanley Jevons (1835-1882), Carl Menger (1840-1821) et Léon Walras (1834-1910), cette structure de marché décrit une situation idéalisée dans laquelle un grand nombre d'entreprises (identiques et toutes trop petites pour influencer le marché) se livrent à une concurrence par les prix pour vendre un produit unique à des consommateurs (également identiques et trop petits pour influencer le marché). En outre, *les barrières à l'entrée* (c'est-à-dire les conditions économiques ou institutionnelles empêchant l'entrée d'entreprise concurrente) sont inexistantes. À tout moment, de nouvelles entreprises peuvent entrer sur le marché, et d'autres peuvent le quitter. Les auteurs fondateurs de l'économie néoclassique ont démontré mathématiquement que dans un tel contexte, si l'on suppose en outre que chaque acteur agit de manière parfaitement rationnelle, égoïste et prévisible, les profits des entreprises sont nuls et l'utilité sociale atteint son maximum.

Loin de cette vision idéalisée, les structures de marché observées dans l'économie réelle relèvent plus souvent du *monopole*, de l'*oligopole* et du *monopsonne*.

1 Nina et Jean Kéhayan, *Le Chantier de la Place Rouge*, Éditions du Seuil, 1988.

2 Polanyi, K. *La Grande Transformation. Aux Origines Economiques et Politiques de notre Temps*. Gallimard, Paris, 1983, 419 pages.

Le *monopole* décrit une situation dans laquelle une entreprise est parvenue à ériger des barrières qui lui permettent de contrôler à la fois les prix et la production. Elle peut détenir l'ensemble des ressources nécessaires à la production (par exemple, le rail dans le transport ferroviaire), ou la propriété intellectuelle des facteurs de production (par exemple, des logiciels dans le secteur des technologies de l'information), ce qui lui permet de fixer les prix. Une variante du monopole est le *cartel*, dans lequel un groupe de producteurs s'entend sur les prix et la production, de sorte que chaque entreprise membre du cartel se comporte, en fait, de manière monopolistique. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) fonctionne comme un cartel.

Dans un *oligopole*, un petit nombre d'entreprises en situation dominante ont fixé des barrières à l'entrée pour exercer le pouvoir de marché. Par exemple, des opérations de fusions et acquisitions leur ont permis de réaliser des économies d'échelle et des gains de productivité tels qu'il est quasiment impossible pour de nouveaux entrants de contester leur position dominante. La *différenciation* des produits – *via* le marketing, la publicité ou les différents labels (comme les appellations viticoles, ou les accréditations des écoles de commerce) – permet aussi d'ériger des barrières à l'entrée. De nos jours, une partie considérable de l'économie (dans des domaines aussi variés que l'énergie, la finance, le tabac, le numérique, l'édition, les transports aériens, etc.) fonctionne sur une base oligopolistique. Aux États-Unis, par exemple, les 100 premières entreprises produisent environ 50 % de la valeur ajoutée. Dans l'industrie, le commerce, l'hôtellerie et, bien sûr, la technologie, le modèle de l'entreprise « superstar » est devenu dominant, avec une caractéristique récurrente : *the winner takes it all*.

Le miroir inversé du monopole et de l'oligopole est le *monopsone*, décrit notamment par l'économiste Joan Robinson (1903-1983). Dans un monopsone, une seule entreprise achète la production du marché, et peut donc imposer ses conditions à l'ensemble des producteurs. De nos jours, le secteur de la grande distribution s'apparente à un monopsone. Les grands distributeurs (tels que Wal-Mart, Carrefour ou bien sûr Amazon) utilisent ainsi leur pouvoir de marché pour contraindre les producteurs à diminuer leurs prix à la consommation – ce qui, dans le même temps, comprime les revenus des fournisseurs et de leurs employés.

Afin de comprendre pourquoi les marchés du monde réel s'éloignent tant de la concurrence pure et parfaite, certains économistes du courant postkeynésien ont mis en avant la notion d'*incertitude*. En effet, les dirigeants de petites entreprises n'ont aucun moyen de prédire l'évolution future du marché ou le comportement de leurs concurrents (existants ou potentiels), ce qui les expose à des risques. Une stratégie rationnelle consiste alors à acquérir, *via* la croissance (par exemple l'absorption de concurrents), un pouvoir de marché permettant d'accéder directement à l'information. Pour reprendre les mots de l'économiste Nina Shapiro (1948-2019), « pour survivre sur le marché, il faut avoir un pouvoir de marché » (Shapiro, 1995, p. 38)³.

De nos jours, le pouvoir des entreprises dépasse largement le cadre strictement économique. Les grandes entreprises multinationales influencent directement l'élaboration des lois et des réglementations qui sont censées les réguler (voir encadré 2.1). Cela peut expliquer pourquoi leur taux d'imposition effectif est beaucoup plus faible que celui qui s'applique aux citoyens ordinaires ou aux petites entreprises. D'autres multinationales utilisent également des organisations caritatives, ou des fondations (telle la fondation Bill et Melinda Gates) comme des vecteurs d'influence politique.

3 Shapiro, N., 1995. *Markets and mark-ups: Keynesian views*. Keynes, Knowledge and Uncertainty, Aldershot, UK and Brookfield, US: Edward Elgar.

ENCADRÉ 2.1

La *Southern Pacific Railroad*



Source : MichaelVi – stock.adobe.com



Source : Mark Rasmussen – stock.adobe.com

Note : à gauche, une locomotive de la *Southern Pacific Railroad* exposée au musée du chemin de fer à Folsom, Californie. À droite, une reproduction de la Constitution américaine de 1776.

L'histoire de la *Southern Pacific Railroad* est emblématique de la transformation des grandes entreprises en acteurs politiques. En 1881, le gouvernement de l'État de Californie décida d'instaurer un impôt sur la propriété des chemins de fer. Les avocats de la compagnie ferroviaire américaine ripostèrent en argumentant que cet impôt violait le quatorzième amendement de la Constitution américaine. Cet amendement, adopté à la fin de la guerre de Sécession pour protéger les droits civils des anciens esclaves afro-américains, garantit à « toute personne l'égle protection de la loi ». En tant que personne morale, la *Southern Pacific Railroad* ne devait donc pas être soumise à un impôt discriminatoire. Ce procès fit jurisprudence et la Cour suprême des États-Unis invoqua fréquemment par la suite le quatorzième amendement pour freiner les tentatives de régulation du marché (par exemple, les lois sur le travail des enfants, encadrant les heures de travail ou les plans de zonage urbains). Entre 1868 et 1912, par exemple, la Cour suprême des États-Unis invoqua le quatorzième amendement dans 28 procès concernant les droits des Afro-Américains, contre 312 procès concernant des entreprises⁴.

Enfin, la *concurrence monopolistique* est une structure de marché où les barrières à l'entrée sont faibles (plusieurs petites entreprises produisant un bien ou service quasiment identique), mais où chaque entreprise dispose d'une demande stable, et donc d'un pouvoir de marché. La majorité des TPE/PME (garages, salons de coiffure, épiceries de quartier...) opèrent sur ce type de marché.

2. LA DIVERSITÉ DES MODÈLES D'ENTREPRISE

À la diversité des structures de marché décrite ci-dessus vient se superposer un second type de diversité lié aux types de biens produits dans l'économie. Comme le montre le tableau 2.1, un bien est *rival* si sa consommation diminue la quantité restant à consommer. Un bien est *exclusif* s'il est possible d'interdire (ou de limiter) sa consommation par autrui. En croisant ces deux caractéristiques, nous voyons apparaître quatre catégories de biens : les *biens privés* (rivaux et exclusifs), les *biens de club* (non rivaux et exclusifs), les *biens publics* (non rivaux et non exclusifs) et les *biens communs* (rivaux et non exclusifs).

⁴ Voir <https://www.theatlantic.com/business/archive/2018/03/corporations-people-adam-winkler/554852/>

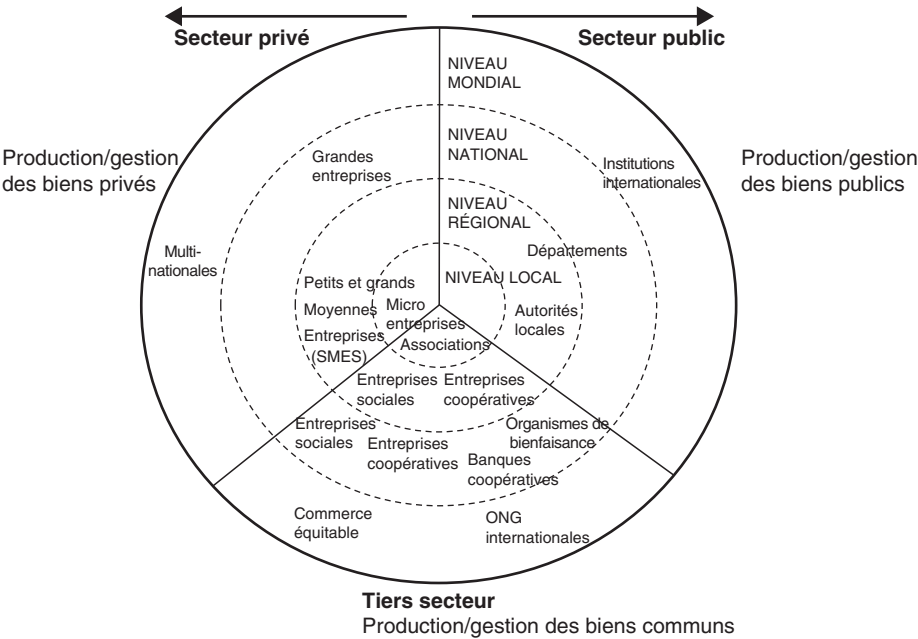
Tableau 2.1 Quatre catégories de biens

	Exclusivité	Non-exclusivité
Rivalité	Biens privés : maisons, voitures, titres financiers...	Biens communs : forêts, pâturages, étangs, vallées, ressources halieutiques, air, climat...
Non-rivalité	Biens de club : autoroutes à péage, bibliothèques, réseaux téléphoniques...	Biens publics : sécurité, éducation, santé, stabilité financière...

La fonction économique de l'entreprise est d'approvisionner l'économie en ces différents types de biens. Au niveau le plus agrégé, l'entreprise est une « organisation où s'effectue un ensemble de transactions entre des parties prenantes impliquées dans la production de biens et services » (Reardon *et al.*, 2018)⁵.

Ici, le terme *organisation* (plutôt que firme ou société) indique qu'une entreprise peut prendre des formes très variées, du fait de sa taille (de la TPE/PME au conglomérat international), de sa finalité (lucrative ou non lucrative), ou encore de son statut juridique (association loi 1901, entreprise publique, autoentreprise, SA...). L'expression *partie prenante* reflète que des groupes sociaux aux intérêts parfois divergents sont nécessaires au fonctionnement d'une entreprise : salariés (et leurs familles), clients, usagers, contribuables, créanciers, actionnaires, fournisseurs, autorités publiques, etc.

Pour appréhender cette complexité, il peut être utile de décomposer le système économique en trois grands secteurs institutionnels : le secteur privé, le secteur public et le tiers-secteur (voir figure 2.1).



Source : Lagoarde-Ségot (2014).

Figure 2.1 Les trois secteurs institutionnels

5 Reardon, J., Madi, M.A., Cato, M.S., 2018. *Introducing a New Economics. Pluralist, Sustainable and Progressive*. Pluto Press, Royaume-Uni, 364 pages (non traduit).

Le secteur privé, situé dans le quadrant nord-ouest du schéma, assure l'essentiel de la production des biens privés. Les structures de marché et les modèles d'entreprises opérant dans ce secteur sont très divers, mais ce dernier répond à une logique institutionnelle précise : l'*économie monétaire de production* – un système dans lequel la « règle du jeu » consiste à accumuler des symboles monétaires. L'expression (1) reprend la célèbre formule du cycle d'accumulation du capital (utilisée par Karl Marx, John Maynard Keynes ou Thorstein Veblen) pour décrire ce processus par :

$$C - M - P - M' - C' \text{ avec } C' > C \quad (1)$$

Dans ce schéma, un entrepreneur à la recherche d'un profit échange un capital monétaire initial (C) – qui peut être emprunté à d'autres entrepreneurs, ou mis à disposition par une banque – contre diverses marchandises intermédiaires (M) nécessaires à la production (matériaux, biens d'équipement, terres, travail humain). Au cours de la phase de production (P), l'entrepreneur combine ces différents intrants, et fait produire aux travailleurs une nouvelle marchandise de son choix (M'). La vente de cette nouvelle marchandise lui permet d'obtenir un nouveau capital ($C' > C$), l'écart entre (C') et (C) étant égal à son profit. Ce dernier est obtenu *via* la tarification des marchandises : en effet, les prix sont généralement calculés en ajoutant une marge cible au coût de production unitaire (le mécanisme du *cost-plus*)⁶.

Le secteur public, situé dans le quadrant nord-est du schéma de la figure 2.1, comprend des entreprises contrôlées directement ou indirectement par l'État, et assurant l'approvisionnement en *biens publics*. Ces biens sont essentiels au bon fonctionnement de l'économie mais, comme leur production n'est pas rentable, ils ne peuvent être produits en quantité suffisante par les entreprises du secteur privé. Pour l'économiste Mariana Mazzucato (née en 1968), les innovations technologiques requièrent ainsi un essor préalable des connaissances fondamentales (par exemple, dans le domaine de la physique ou des mathématiques). Or l'investissement dans la recherche fondamentale comprend des risques d'échec, et ne peut pas être rentabilisé à court terme. Seules des entreprises publiques (comme les universités ou les instituts de recherche tel le CNRS), non soumises à la contrainte d'accumulation monétaire (équation 1), sont donc en mesure de prendre ces risques entrepreneuriaux.

En outre, pour François Perroux (1903-1987), l'État est le seul agent économique capable d'impulser des combinaisons productives inaccessibles aux entreprises privées pour des raisons de rentabilité immédiate. On pense, par exemple, à la coordination des mines et de l'électricité au *xx*^e siècle, ou aujourd'hui, à la coordination des transports ferroviaires, cyclistes et routiers dans les centres urbains et dans les zones rurales.

Enfin, une intervention de l'État permet de limiter les abus de position dominante d'entreprises privées. En effet, les entreprises publiques n'ayant pas vocation à dégager des bénéfices, elles sont en mesure d'offrir des biens et des services à un prix égal ou inférieur à celui des monopoles, oligopoles ou monopsones privés. Sur un plan plus politique, les nationalisations – totales ou partielles – d'entreprises peuvent contribuer à « soustraire les activités importantes du point de vue de l'intérêt

6 Les fluctuations des prix sur les marchés ne dépendent donc pas uniquement de l'offre et de la demande, mais aussi de la structure des coûts des entreprises et de leur tarification. Si les prix sont stables, alors les coûts de production sont stables (par exemple dans le secteur des services) – et réciproquement, lorsque les prix sont volatils, les coûts de production le sont également (par exemple dans le secteur de l'énergie) (Lavoie, 2022). Source : Lavoie, M., 2022. *Post-Keynesian Economics. New Foundations* ; Deuxième édition, Edward Elgar Publishing, Etats-Unis, 744 pages (non traduit).

La référence des cours d'économie et de finance en matière de durabilité

Thomas Lagoarde-Ségot est professeur d'économie et finance internationale à Kedge Business School, directeur de la commission économie/finance du SDSN France, organisation à but non lucratif lancée par les Nations Unies en 2012 pour promouvoir la mise en œuvre des objectifs de développement durable des Nations Unies aux niveaux national et international. Auteur d'une cinquantaine de contributions académiques, il a, notamment, publié *La finance solidaire* aux éditions De Boeck.

On ne peut se passer d'une refonte des enseignements en économie et en finance pour faire face aux enjeux du **xxi^e** siècle. En effet, la plupart des grandes théories économiques et financières ont été conçues aux **xix^e** et **xx^e** siècles, une période où le monde n'avait pas de limites.

Ce manuel permettra aux enseignants d'introduire dans leur cours de **nouvelles perspectives de durabilité**. Pour révisiter les fondements de l'économie financière et monétaire. Il **analyse les instruments économiques et financiers qui peuvent être utilisés pour relever les défis écologiques**.

Quinze spécialistes, issus des grandes écoles et universités françaises, ont contribué à sa rédaction, dans le cadre d'un groupe de travail bénévole du *Sustainable Development Solutions Network* des Nations Unies.

Chaque chapitre contient des **objectifs d'apprentissage**, des **questions à débattre** et des **cas pratiques**, qui ont pour but d'inspirer les enseignants à développer leurs propres dispositifs.

Conception graphique : Prima&Primo®

RESSOURCES NUMÉRIQUES



Étudiants : testez vos connaissances en ligne grâce au QR Code imprimé en début d'ouvrage :
QCM et vrais/faux interactifs, avec corrigés.

- Objectifs d'apprentissage
- Résumés de chapitre
- Questions à débattre
- Cas pratiques

Dans la même collection

39,90 €

ISSN : 2030-501X

ISBN : 978-2-8073-6069-3



9 782807 360693

deboeck
SUPÉRIEUR

www.deboecksuperieur.com

